



Assemblée générale

Distr. générale
19 septembre 2014
Français
Original : anglais

Soixante-neuvième session

Points 113 i) et j) de l'ordre du jour

Nominations aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres nominations : nomination de juges au Tribunal d'appel des Nations Unies; nomination de juges *ad litem* au Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies

Nomination de juges au Tribunal d'appel des Nations Unies et de juges *ad litem* au Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies

Rapport du Conseil de justice interne

I. Introduction

1. Le 2 mars 2009, l'Assemblée générale a nommé trois juges à plein temps, trois juges *ad litem* et deux juges à mi-temps au Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies, ainsi que sept juges au Tribunal d'appel des Nations Unies.
2. M. Jean-François Cousin (France), juge *ad litem* au Tribunal du contentieux administratif en poste à Genève, a présenté sa démission avec effet au 1^{er} avril 2014. Sous réserve de prorogation par l'Assemblée générale, son mandat arrivait à expiration le 31 décembre 2014.
3. M. Jean Courtial (France), juge au Tribunal d'appel des Nations Unies, a présenté sa démission avec effet au 31 décembre 2013. Son mandat devait arriver à expiration le 30 juin 2019.
4. Les noms et notices biographiques des candidats à ces postes figurant dans le présent rapport sont communiqués à l'Assemblée générale pour examen, conformément aux Statuts des deux tribunaux et aux résolutions de l'Assemblée. Pour ce qui est du poste de juge *ad litem* siégeant à Genève, le titulaire serait également appelé à siéger durant toute prorogation du mandat des juges *ad litem* que l'Assemblée pourrait décider. La procédure suivie pour sélectionner lesdits candidats est exposée ci-après.



II. Sélection

5. Siègent actuellement au Tribunal du contentieux administratif les juges Vinod Boolell (Maurice), juge à temps plein siégeant à Nairobi; Memooda Ebrahim-Carstens (Botswana), juge à temps plein siégeant à New York et Président du Tribunal; Thomas Laker (Allemagne), juge à temps plein siégeant à Genève; Goolam Hoosen Kader Meeran (Royaume-Uni), juge à mi-temps; Coral Shaw (Nouvelle-Zélande), juge à mi-temps; Alessandra Greceanu (Roumanie), juge *ad litem* siégeant à New York; et Nkemdilim Amelia Izuako (Nigéria), juge *ad litem* siégeant à Nairobi.

6. Siègent actuellement au Tribunal d'appel les juges Sophia Adinyira (Ghana), Rosalyn M. Chapman (États-Unis d'Amérique), Première Vice-Présidente, Mary Faherty (Irlande), Richard Lussick (Samoa), Président, Louis Maria Simón (Uruguay), et Inés Weinberg de Roca (Argentine), Deuxième Vice-Présidente.

7. Le Conseil de justice interne a commencé par examiner les quelques candidats recommandés par le passé à l'Assemblée générale qui n'avaient pas été retenus et qui étaient encore disponibles. Toutefois, leur très faible nombre n'aurait pas permis de présenter un éventail suffisant de bons candidats à l'Assemblée.

8. Le Conseil a donc décidé d'avoir recours à une procédure de recrutement publique, conformément au paragraphe 45 de la résolution 65/251 de l'Assemblée générale, afin de pouvoir sélectionner des candidats qualifiés en nombre suffisant. L'idée était aussi de constituer une liste de réserve officielle suffisamment longue pour pouvoir recommander des candidats sans passer par une nouvelle procédure de recrutement onéreuse dans l'éventualité où un juge viendrait à quitter ses fonctions avant le terme normal de son mandat ou la date d'expiration du mandat des membres actuels du Conseil, à savoir le 12 novembre 2016.

9. Des avis de vacances de poste ont été publiés à la mi-février 2014 dans les éditions imprimées et électroniques des journaux *The Economist*, *Le Monde* et *Jeune Afrique*. L'édition asiatique du *Wall Street Journal*, qui avait pourtant publié des avis par le passé, a fait savoir qu'elle refusait de publier celui-ci au motif qu'il encourageait les candidatures féminines. L'avis publié figure en annexe I au présent rapport.

10. Une note verbale a été adressée à toutes les missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies sises à New York et à Genève. Les avis ont également été envoyés aux centres d'information et coordonnateurs résidents des Nations Unies, ainsi qu'à toutes les institutions judiciaires des Nations Unies, pour qu'ils les diffusent au niveau local. Les présidents des plus hautes instances judiciaires de tous les États Membres ont également été informés. Des communiqués de presse ont été envoyés à diverses organisations non gouvernementales, universités, revues juridiques, associations professionnelles, autres tribunaux internationaux et associations de juges.

11. La date limite de dépôt des candidatures était fixée au 15 avril 2014.

12. Le Conseil de justice interne a reçu des candidatures en provenance de 48 pays réparties comme suit : 37 candidats d'Afrique, 7 d'Asie et du Pacifique, 10 d'Europe orientale, 8 d'Amérique latine et des Caraïbes et 72 d'États d'Europe occidentale et autres États. Sur ces candidats, 93 étaient de sexe masculin et 41 de sexe féminin. La plupart ont également souhaité être inscrits sur la liste de réserve

au cas où un juge quitterait ses fonctions avant le terme normal de son mandat et avant l'expiration du mandat des membres actuels du Conseil.

13. Les candidatures qui ne remplissaient pas les conditions de forme énoncées dans les avis de vacance de poste ont été systématiquement écartées avant tout examen approfondi.

14. Le Conseil a prorogé sa session de juin 2014 d'une journée pour passer en revue le très grand nombre de candidatures et les exemples de document rédigé par le candidat.

15. Après avoir examiné toutes les candidatures, le Conseil a invité 35 candidats à passer une épreuve écrite commune destinée à tester leurs connaissances juridiques et leur aptitude à la rédaction juridique. Des documents de référence (extraits de la Charte des Nations Unies, Statut du Tribunal du contentieux administratif, Règlement de procédure du Tribunal du contentieux administratif, et Statut et Règlement du personnel des Nations Unies) leur ont été envoyés à cet effet le 11 juin 2014. Dans le même temps, les membres du Conseil ont arrêté une grille d'évaluation commune afin que les candidats soient tous évalués sur les mêmes critères.

16. L'épreuve a été envoyée aux candidats par courrier électronique et ceux-ci disposaient de trois heures pour la compléter et la renvoyer à compter du moment où ils ouvraient le courrier électronique. Trente-deux candidats ont passé l'épreuve et renvoyé leur réponse. Le Bureau de l'administration de la justice a transmis les épreuves complétées à chaque membre du Conseil après avoir entièrement anonymisé les copies afin qu'il soit impossible de deviner le nom, la nationalité ou le sexe du candidat.

17. Sur la base de cette épreuve, le Conseil a invité 22 candidats à passer un entretien. Seuls les candidats ayant démontré qu'ils possédaient les aptitudes à la rédaction et la capacité de raisonnement juridique qui feraient d'eux d'excellents juges ont été convoqués.

18. Comme pour les précédentes nominations judiciaires, et avec l'autorisation des candidats recommandés, le Conseil a, avec l'aide de la Commission internationale de juristes, pris contact avec les différents ordres d'avocats pour confirmer l'intégrité des candidats présentés dans le présent rapport. Aucune appréciation négative n'a été reçue concernant les personnes citées ci-après. Deux références écrites ont également été obtenues pour chaque candidat.

19. Les entretiens ont eu lieu à La Haye, du 15 au 18 juillet 2014, dans les locaux du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (un seul candidat a passé son entretien par vidéoconférence en raison de problèmes de visa l'ayant empêché d'entrer aux Pays-Bas).

III. Mandats de l'Assemblée générale régissant le processus de sélection

20. Au paragraphe 37 b) de la résolution 62/228, l'Assemblée générale a demandé au Conseil de lui « [c]ommuniquer ses vues et recommandations [...] concernant deux ou trois candidats pour chaque poste vacant au Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies et au Tribunal d'appel des Nations Unies, compte

dûment tenu du principe de la répartition géographique ». Au paragraphe 57 de sa résolution 63/253, elle a décidé « que, pour les nominations à venir, le Conseil de justice interne ne devra[it] pas recommander plus d'un candidat d'un seul État Membre comme juge au Tribunal du contentieux administratif, ni plus d'un candidat d'un seul État Membre comme juge au Tribunal d'appel ».

21. Pour ce qui est du Tribunal d'appel, le Conseil a présenté à l'Assemblée générale les trois meilleurs candidats, sélectionnés en fonction de leur expérience, de leurs aptitudes à la rédaction, de leurs capacités d'analyse juridique et des principes de répartition géographique et d'équilibre entre les sexes.

22. Seuls sept candidats ont été jugés en mesure de diriger une procédure et d'interroger les témoins en français, condition indispensable pour pouvoir siéger au Tribunal du contentieux administratif de Genève. Sur ces candidats, trois étaient français et trois allemands. Contrairement au Tribunal d'appel, le Conseil n'a donc pas pu présenter trois candidats à l'Assemblée générale, car :

a) L'article 4.2 du Statut du Tribunal du contentieux administratif disposant que les juges « sont tous de nationalité différente » et qu'un juge allemand, M. Thomas Laker (Allemagne), siégeait déjà au Tribunal du contentieux administratif, il était impossible de recommander un candidat allemand; et

b) La résolution 63/253 interdisant au Conseil de présenter plusieurs candidats de même nationalité, il était impossible d'avoir plusieurs candidats français, ce qui fait que seul le meilleur candidat français a été présenté à l'Assemblée générale. Il va sans dire que si l'Assemblée souhaite consulter les notices des autres candidats français, il lui suffira d'en demander copie au Bureau de l'administration de la justice.

23. Le Conseil établira pour chaque tribunal une liste de réserve officielle des meilleurs candidats qui, bien que n'ayant pas été recommandés, disposent des compétences requises pour pourvoir des postes vacants dans l'éventualité où un juge quitte ses fonctions avant l'expiration du mandat des membres actuels du Conseil. Il placera également sur cette liste les candidats recommandés dans le présent rapport qui n'ont pas été nommés par l'Assemblée générale. Il précise que cette liste ne servira qu'à pourvoir des vacances qui pourraient se produire inopinément avant l'expiration du mandat des membres actuels du Conseil.

24. Sous réserve de ce que l'Assemblée générale décidera :

a) Le Conseil compte mener une procédure de sélection entièrement publique lorsque le mandat des juges siégeant actuellement approchera du terme prévu;

b) Toutefois, avant de lancer la procédure indiquée à l'alinéa précédent, le Conseil prendra contact avec les candidats inscrits sur la liste de réserve pour s'enquérir de leur disponibilité en vue de pourvoir les postes vacants. S'ils le sont, ces candidats seront dispensés de l'épreuve écrite et directement convoqués à l'entretien de manière à les mettre en concurrence avec les candidats qui auront dû passer l'épreuve écrite.

25. Les qualifications et l'expérience des candidats recommandés, ainsi que ceux des candidats inscrits sur la liste de réserve, répondent aux exigences du Statut actuel du Tribunal d'appel et des modifications qu'il est proposé d'y apporter.

IV. Profil des candidats recommandés

A. Candidats recommandés pour le Tribunal du contentieux administratif

26. Les deux candidats dont le Conseil recommande la nomination au poste vacant de juge *ad litem* du Tribunal du contentieux administratif à Genève sont cités dans l'ordre alphabétique de leur nom de famille. Leur notice bibliographique figure à l'annexe II au présent rapport.

Vincent Cador (France), né en 1966

27. M. Vincent Cador a été juge dans diverses formations du Tribunal de grande instance de Béthune entre 1995 à 2001 et juge au Tribunal administratif de Strasbourg entre 2002 à 2005. Depuis 2005, il est référendaire à la Cour de justice de l'Union européenne. Il a un doctorat en droit privé de l'Université Panthéon-Assas (Paris II).

Rowan M. Downing (Australie), né en 1952

28. M. Rowan Downing est juge aux Chambres extraordinaires des tribunaux cambodgiens depuis 2006. Il a été juge à la Cour suprême et à la Cour d'appel de la République de Vanuatu de 1993 à 1995 et Coprésident d'un Medicare Participation Tribunal en Australie. Il est Senior Counsel et a participé à de nombreux projets internationaux.

B. Candidats recommandés pour le Tribunal d'appel

29. Les trois candidats dont le Conseil recommande la nomination au Tribunal d'appel sont cités dans l'ordre alphabétique de leur nom de famille. Leur notice bibliographique figure à l'annexe III au présent rapport.

Sabine Knierim (Allemagne), née en 1965

30. M^{me} Sabine Knierim a été nommée juge dans un tribunal administratif de Hambourg en 1994 et siège à la Cour d'appel administrative de Hambourg depuis 2011. Elle a une solide expérience du régime de la fonction publique et travaillé dans les systèmes de common law et de droit civil.

Manuel Mazuelos Fernández-Figueroa (Espagne), né en 1965

31. M. Manuel Mazuelos a été juge au Tribunal de première instance d'Arucas (Espagne) et occupé un certain nombre de fonctions judiciaires avant d'être nommé à la Haute Cour de justice d'Andalousie en 2009. Il a une grande expérience en droit du travail, aussi bien en Espagne qu'à l'international.

Deborah Thomas-Felix (Trinité-et-Tobago), née en 1962

32. M^{me} Deborah Thomas-Felix est Présidente de la Cour industrielle de Trinité-et-Tobago et a occupé des fonctions judiciaires dans de nombreuses juridictions, y compris des tribunaux du travail, depuis 1990. Elle est Présidente de la Cour

industrielle (travail) depuis 2011. Elle a suivi et dirigé de nombreux programmes de formation au droit du travail.

V. Conclusion

33. Le Conseil tient à remercier le Secrétariat, en particulier le Bureau de l'administration de la justice, le Cabinet du Secrétaire général et le Bureau de la gestion des ressources humaines, pour l'excellent appui qu'ils lui ont fourni. Il remercie également le Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie pour avoir mis ses locaux à sa disposition.

(Signé) Ian **Binnie**

(Signé) Carmen **Artigas**

(Signé) Sinha **Basnayake**

(Signé) Anthony **Miller**

(Signé) Victoria **Phillips**

Annexe I

Avis de recrutement de juges pour le système interne d'administration de la justice des Nations Unies

Advertisement for vacant positions in the Tribunals

United Nations

Judges of the United Nations Internal Justice System

The United Nations is seeking judges for its internal system for the administration of justice to address employment related disputes. The system includes a first instance United Nations Dispute Tribunal (UNDT) and an appellate instance United Nations Appeals Tribunal (UNAT). The UNDT sits in New York, Nairobi and Geneva and is comprised of 3 full-time judges, 2 half-time judges and 3 ad litem judges. The full-time and half-time judges serve for 7 year terms. The term of office of the ad litem judges expires on 31 December 2014, but may be extended by the General Assembly. The UNAT is comprised of seven judges, with appointments of seven years duration. The United Nations has at present two vacancies: one for an ad litem judge located in Geneva, and one for a judge of the UNAT. The United Nations is therefore inviting applications for:

- 1 ad litem judge for the UNDT in Geneva
- 1 UNAT judge

Although at present there are no other vacancies, the United Nations is also inviting applications for:

- Full-time judges for the UNDT, to be placed on a roster of suitable candidates who may be recommended to the General Assembly for election to serve in New York, Geneva or Nairobi, should a vacancy arise
- Half-time judges for the UNDT (location to be determined), to be placed on a roster of suitable candidates who may be recommended to the General Assembly for election should a vacancy arise
- Judges of the UNAT, for sessions to be held as determined by the rules of the UNAT, to be placed on a roster of suitable candidates who may be recommended to the General Assembly for election should a vacancy arise

Candidates should note that both of the current vacancies have been created by the resignation of serving judges. Under the statutes of the UNDT and UNAT, appointments of judges to fill the resulting vacancies will in the first instance be for the unexpired portion of the term of the judge who has resigned. In the case of the ad litem vacancy, the successful candidate will serve until 31 December 2014 subject to renewal by the General Assembly. In the case of the UNAT vacancy, the successful candidate will serve until 30 June 2019. Candidates for the UNDT ad litem position can request, if they so wish, that they be considered for both the full time and half-time roster.

Persons applying to serve as judges of the Tribunals should be of high moral character. In the case of the UNDT, candidates should have at least 10 years of judicial experience in the field of administrative, employment or labour law, or the equivalent within one or more national jurisdictions. In the case of the UNAT, candidates should have at least 15 years of judicial experience in the field of administrative, employment or labour law or the equivalent within one or more national jurisdictions. Relevant academic qualifications and experience may be taken into account. English and French are the working languages of the United Nations. Candidates should be able to conduct judicial proceedings in either English or French. For the current vacancy for the UNDT ad litem judge in Geneva, fluency in English and French is required.

The Judges shall be appointed by the General Assembly from a list of two or three candidates recommended for each vacancy by the United Nations Internal Justice Council, an independent body established by the General Assembly.

Applications: Interested candidates are invited to submit a cover letter, including the preferred Tribunal(s) and location(s), and curriculum vitae by e-mail to internaljusticecouncil-application@un.org or by facsimile to + 1-212-963-2525, to be received by 15 April 2014. The curriculum vitae must include: the date of birth, nationality, gender, language skills, contact details, including telephone numbers and an e-mail address at which the candidate can be reached through 30 September 2014, as well as a full career and educational profile, an example of a judgement delivered by the candidate, or a legal opinion or other equivalent written work, and the names and e-mail addresses of two senior legal professionals able to attest to the moral character and standing of the candidate.

The UNDT judges are remunerated at a level equivalent to D-2, step IV on the United Nations salary scale. (For indicative purposes, the annual net salary levels at D-2 step IV single rate, including cost of living adjustment, in effect as from 1 January 2014 are as follows: US\$ 183,060.90 (New York), US\$ 222,521.18 (Geneva) and US\$ 155,666.99 (Nairobi)). The UNAT judges receive an honorarium of US\$ 2,400 for each case for the principal author, and US\$ 600 for each judge signatory.

More information on the system of administration of justice can be found at www.un.org/en/oaj or www.un.org/fr/oaj.

Annexe II

Curriculum vitae des candidats recommandés pour le poste vacant de juge *ad litem* au Tribunal du contentieux administratif*

Vincent Cador (France)

Date de naissance 16 mars 1966

Scolarité et diplômes

2003	Doctorat en droit privé, Université Panthéon-Assas (Paris II)
1993-1995	École nationale de la magistrature, Bordeaux
1992	Diplôme d'études approfondies en sociologie politique, Université Panthéon-Sorbonne (Paris I)
1989-1990	Institut de sciences politiques Otto-Suhr, Université libre de Berlin (Allemagne)
1986-1989	Maîtrise en administration publique, Institut d'études politiques de Paris

Expérience professionnelle

Depuis 2005	Cour de justice de l'Union européenne, référendaire au cabinet de M ^{me} Boruta, juge au Tribunal de la fonction publique de l'Union européenne, puis au cabinet de M. Kreppel, juge au Tribunal de la fonction publique de l'Union européenne
2002-2005	Tribunal administratif de Strasbourg, conseiller (fonction publique, litiges sociaux et fiscaux)
1995-2001	Tribunal de grande instance de Béthune, juge (Chambre civile, tribunal correctionnel, cour d'assises)

Autres activités

Chargé d'enseignement en Master d'administration publique, Institut d'études politiques de Strasbourg (droit de l'Union européenne et politiques européennes d'intégration)

Interventions lors de diverses conférences dans le domaine du droit de la fonction publique européenne

* La version originale anglaise des curriculum vitae n'a pas été revue par les services d'édition.

Auteur de publications dans le domaine du droit de la fonction publique européenne
(coauteur de la section Droit public européen de la revue *Europe*)

Langues

Français, anglais et allemand

Rowan M. Downing, conseiller de la reine (Australie)

Date de naissance 20 novembre 1952

Scolarité et diplômes

1980 Maîtrise en droit, Université de Melbourne
 1976 Licence en droit, Université de Melbourne
 1975 Licence en politique internationale, Université de Melbourne

Expérience professionnelle

Depuis 2006 Juge auprès des chambres extraordinaires des tribunaux cambodgiens

2005-2006 Consultant sur les questions de personnel auprès de la Banque asiatique de développement, stratégie en matière de ressources humaines, Philippines

2004-2005 Chef d'équipe au sein du Projet de développement des petites et moyennes entreprises et du secteur privé de la République démocratique populaire lao

2003-2004 Consultant auprès de la Banque asiatique de développement, Philippines

1980-2004 Membre du Groupe d'experts de haut niveau, Armée de l'air australienne

2003 Conseiller pour le Projet de renforcement des capacités du Vietnam en vue de favoriser la bonne gestion des affaires publiques

2001 et 2003 Conseiller juridique, Îles Salomon

2002 Conseiller juridique auprès de la Banque d'Indonésie et de la Cellule de renseignement financier du Centre indonésien de documentation et d'analyse des transactions financières

2002 Juriste à la Banque centrale du Samoa

1999-2002 Conseiller juridique dans le cadre du Projet de réforme juridique et du renforcement des capacités de la République de Vanuatu

1999-2001 *Solicitor General* de la République de Vanuatu, agissant souvent en qualité de Procureur général

1998 Nomination au titre de conseiller de la reine

1996-1999	Coprésident d'un tribunal australien chargé de questions d'éthique médicale
1993	Juge à la Cour suprême de la République de Vanuatu
1996	Conseiller auprès du Médiateur de la République de Vanuatu
1987	Admis à exercer comme avocat auprès de la Cour suprême de Nouvelle-Galles du Sud et de la Cour suprême de Tasmanie
1977	Admis à exercer comme avocat auprès de la Cour suprême de Victoria et de la Haute Cour d'Australie

Autres activités

Depuis 2008	Membre du Comité consultatif international du <i>Journal of South Pacific Law</i>
1997-2008	Membre du Conseil de la section de Victoria de la Commission internationale de juristes
1996	Professeur invité à l'University of the South Pacific

Langues

Anglais et français

Annexe III

Candidats recommandés pour le poste vacant de juge au Tribunal d'appel*

Sabine Knierim (Allemagne)

Date de naissance 31 mai 1965

Fonction actuelle Juge à la Cour administrative d'appel de Hambourg

Scolarité et diplômes

1991-1994	Stage pratique (<i>Referendariat</i>) à Hambourg. Obtention de 2 diplômes d'État.
1990-1991	Études de droit à la faculté de droit de l'Université Tulane (Nouvelle-Orléans, États-Unis). Obtention d'une maîtrise en droit. Bourse de la Fondation Fulbright
1987-1990	Études de droit à l'Université de Fribourg-en-Brisgau. Obtention d'1 diplôme d'État.
1986-1987	Études de droit à l'Université de Genève Bourse de l'Office allemand d'échanges universitaires
1984-1986	Études de droit à l'Université de Passau Cursus de juriste-linguiste en français (I et II) Cursus de juriste-linguiste en espagnol (I)
1975-1984	Lycée Conrad-von-Soest, Soest (Allemagne) Baccalauréat, option français et histoire
1971-1975	École primaire de Welper (Allemagne)

Expérience professionnelle

Depuis 2011	Juge à la Cour administrative d'appel de Hambourg (domaine de compétence : droit de la fonction publique, y compris en matière disciplinaire)
1994-2011	Juge au Tribunal administratif de Hambourg

* La version originale anglaise du curriculum vitae n'a pas été revue par les services d'édition.

Autres activités

Formation continue en droit

- | | |
|------|---|
| 2014 | Législation anti-discrimination de l'Union européenne
(Académie de droit européen) |
| 2013 | Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne
(Académie de droit européen) |
| 2012 | Droit de la fonction publique (Académie de droit allemand) |

Langues

Allemand, anglais, français et espagnol

Manuel Mazuelos (Espagne)

Date de naissance 15 janvier 1965

Fonction actuelle Juge à la Haute Cour de justice d'Andalousie, chambre sociale

Scolarité et diplômes

1983-1988 Faculté de droit de l'Université de Grenade : Diplôme de droit

1985 Université de Grenade : Doctorat en droit communautaire européen

1982 École officielle des langues de l'Université de Grenade : Diplôme d'anglais
Université de Cambridge : First Certificate in English

Expérience professionnelle

Depuis 2009 Juge à la Haute Cour de Justice d'Andalousie, Espagne

2005-2007 Conseiller pour un projet de jumelage Phare, Bulgarie, Commission européenne, Espagne

1999-2005 Juge en chef au Tribunal du travail de Grenade, Espagne

1996-1999 Juge au Conseil de prud'hommes d'Algésiras, Espagne

1991-1996 Juge au Tribunal de police et au Tribunal de première instance des îles Canaries

Autres activités

Depuis 2011 Membre du Groupement européen des magistrats pour la médiation

Depuis 2008 Membre du Réseau international pour la promotion de l'état de droit (INPROL), United States Institute of Peace, Washington

Depuis 2006 Membre du Réseau espagnol d'experts en droit sur l'emploi, le droit du travail et le droit social de l'Union européenne

Depuis 2005 Membre du Réseau espagnol d'experts en droit sur la gestion des crises

Depuis 2001 Consultant et formateur pour le projet Phare auprès du Ministère hongrois de la justice

2010 Expert sur la réforme de la justice (mission courte) auprès du Conseil supérieur de la magistrature de la République de Bulgarie

2000-2006 Membre et coordonnateur national en Andalousie du Réseau espagnol d'experts en droit sur la coopération judiciaire internationale en matière pénale

- | | |
|------|--|
| 2006 | Conseil supérieur de la magistrature de la République de Bulgarie
École de gouvernance de l'Université de Kyoto, Japon |
| 2005 | Initiative de l'USAID en faveur du renforcement du système judiciaire bulgare, Sofia |
| 2004 | Agence pour la paix, la sécurité et le développement, Suède
Association de recherche en droit international, Kyoto, Japon |
| 2002 | Expert au sein du Comité chargé des aspects civils de la gestion des crises (CIVCOM), Conseil de l'Union européenne |

Langues

Espagnol et anglais

Deborah Thomas-Felix (Trinité-et-Tobago)

Date de naissance 21 janvier 1962

Fonction actuelle Présidente du Tribunal chargé des conflits du travail de la République de Trinité-et-Tobago

Scolarité et diplômes

- | | |
|------|--|
| 2012 | École supérieure de commerce Arthur Lok Jack de l'Université des Antilles, Trinité-et-Tobago : Master de gestion d'entreprise, mention très bien |
| 2008 | American University Washington College of Law, Washington, États-Unis : Maîtrise en droit, études de droit International |
| 1986 | École de droit Sir Hugh Wooding, Saint Augustine, Trinité-et-Tobago : diplôme de droit |
| 1984 | Université des Antilles, Cave Hill, la Barbade : Licence en droit |

Expérience professionnelle

- | | |
|-------------|--|
| Depuis 2011 | Présidente du Tribunal chargé des conflits du travail de la République de Trinité-et-Tobago |
| 2009-2011 | Présidente de la Commission des opérations de bourse de la République de Trinité-et-Tobago |
| 2009-2011 | Présidente du cabinet juridique Deborah Thomas-Félix and Associates |
| 2003-2009 | Juge au Tribunal chargé des conflits de travail de la République de Trinité-et-Tobago |
| 2001-2003 | Première magistrate adjointe auprès des tribunaux de la République de Trinité-et-Tobago |
| 1995-1997 | Présidente du Tribunal chargé des affaires familiales, Gouvernement de Saint-Vincent-et-les-Grenadines |
| 1990-1995 | Juge et juge en chef auprès des tribunaux de la République de Trinité-et-Tobago |
| 1986-1990 | Avocate (profession libérale), Trinité-et-Tobago |

Autres activités

Perfectionnement professionnel

- | | |
|------|--|
| 2013 | Cent deuxième session de la Conférence internationale du Travail, Genève, Suisse |
| 2012 | Cent unième session de la Conférence internationale du Travail, Genève, Suisse |
| 2011 | Conférence de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur l'éducation financière, Toronto, Canada |

- Programme de formation aux valeurs mobilières de l'Organisation internationale des commissions de valeurs (OICV), Maroc
- Programme de formation sur l'exécution de la loi de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, Washington, États-Unis
- Conférence annuelle de l'OICV, Le Cap, Afrique du Sud
- 2010 Conférence annuelle de la Banque mondiale sur les marchés de valeurs mobilières, Washington, États-Unis
- Conférence annuelle de l'OICV, Montréal, Canada
- Programme du Toronto Centre sur les valeurs mobilières, Toronto, Canada
- Programme de visite du secteur des valeurs mobilières, Chicago, États-Unis
- Vingtième édition du programme annuel « Institut international pour le développement des marchés de valeurs mobilières » de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, Washington, États-Unis
- Conférence de la Jamaica Deposit Insurance Corporation sur le thème « La faillite bancaire dans le droit des Caraïbes et meilleures pratiques », Montego Bay, la Jamaïque
- 2008 Développement global et justice sociale, Emory University, Atlanta, États-Unis
- Droit administratif et procès équitable, National Judicial College, Nevada, États-Unis
- Stratégies pour le développement des compétences en communication orale, American Management Association (AMA), Atlanta, États-Unis
- Stage externe (six mois), Fonds mondial pour la nature, Washington, États-Unis
- 2007 Arbitrage commercial international : comment traiter les affaires de l'industrie pétrolière et gazière, American University Washington College of Law, États-Unis
- 2004 La gestion de l'environnement, Cipirani Labour College, Trinité-et-Tobago
- Conciliation et médiation, Organisation internationale du Travail, la Jamaïque
- 2003 Le droit de la famille, Judicial Studies Board, Angleterre
- 2002 La communication dans les affaires, School of Business and Computer Science, Trinité-et-Tobago
- Droits et statut des réfugiés, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
- Gestion des affaires impliquant des mineurs, National Center for State Court, Philadelphie, États-Unis

- 1999 Cour sur le blanchiment d'argent et l'extradition, Trinité-et-Tobago
 1998 L'éducation financière, Niherst, Trinité-et-Tobago

Activités de premier plan

- 2013 Intervention sur les prérogatives des dirigeants lors du colloque de l'Employers Consultative Association (ECA)
- 2012 Intervention sur les relations de travail dans le cadre de l'entreprise lors du dîner de gala et de remise des prix ECA, Trinité-et-Tobago
- 2011 Intervention lors du séminaire annuel Fulbright/Humphrey, Rocky Gap, Maryland, États-Unis
 Intervention sur l'établissement d'une clientèle d'investisseurs individuels dans les marchés émergents lors de la réunion de la Conférence des marchés émergents, République dominicaine
 Intervention sur la nouvelle réforme américaine en matière de réglementation financière lors de la Conférence sur les investissements en bourse et les marchés de capitaux, la Jamaïque
 Conférence du Council of Securities Regulators of the Americas (COSRA), Curaçao
- 2010 Intervention sur le leadership devant les lauréats de la bourse Fulbright, Denver, Colorado, États-Unis d'Amérique
- 2009-2011 Présidente du Caribbean Group of Securities Regulators (CGSR)
- 2008 Intervention devant les fonctionnaires du Département d'État américain, Washington, États-Unis
 Fonds mondial pour la nature, planification stratégique du développement touristique et côtier, Tepozlan, Morelos, Mexique
 Projet de Convention pour les pays des régions arctiques, Fonds mondial pour la nature, initiative des États-Unis
- 2002-2008 Membre du Comité du Tribunal chargé des affaires familiales de la République de Trinité-et-Tobago
- 2006-2007 Consultante et intervenante pour le Programme national gouvernemental de reforestation et de remise en état des lignes de partage des eaux
 Présidente de la Commission scolaire du Saint François Girls' College, Trinité-et-Tobago
- 2004 Consultante pour le Projet sur la violence domestique et la problématique hommes-femmes de la Banque interaméricaine de développement
- 2003-2004 Conseillère auprès de la Coalition trinidadienne contre la violence domestique et du Projet sur la violence domestique et la problématique hommes-femmes de la Banque interaméricaine de développement à l'intention des juges des Caraïbes

- 1998-2000 Membre de la Commission sur la formation des juges et de l'Institut de formation des juges de Trinité-et-Tobago
- 1995-1996 Lancement d'un programme pour les enfants des rues de Saint-Vincent-et-les Grenadines
- 1993-1995 Cofondatrice de la Credo Foundation for Justice
- 1998-2002 Chargée d'enseignement en déontologie judiciaire et droit à l'École professionnelle de police, Trinité-et-Tobago
- 1998 Participante au séminaire de la Convention relative aux droits de l'enfant, Belize
- 1990-1991 Présidente du Business and Professional Women's Club (BPW), Port of Spain
- 1988-1999 Vice-Présidente du BPW, Port of Spain
- 1989 Représentante du BPW auprès du Young Career Women, Bahamas
- 1988-1990 Présidente de Region 2, un programme trinidadien de coopération économique
- Membre du Conseil d'administration de la Société de transports publics, Trinité-et-Tobago
- 1984-1986 Chargée de cours en droit (niveau supérieur) à l'Université des Antilles, Département de la formation continue

Bourses

- 2007-2008 Bourse H.H. Humphrey/Fulbright, spécialité droit de l'environnement
- 2008 Séminaire de dirigeants, School of Foreign Service, Georgetown University, Washington, États-Unis
- 1998 Bourse du Commonwealth Institute of Judicial Education, Dalhousie University, Halifax, Canada.

Langues

Anglais
